

**Les patriotes ne gagneront
jamais en respectant les
règles fixées par l'ennemi**



Avant la chute du Mur, lors de la guerre froide, l'Occident se vantait d'incarner le monde libre, face aux dictatures communistes. Il faut reconnaître qu'il y avait des arguments pour étayer cette thèse : pluralité politique, élections

libres et démocratiques, droits syndicaux pour les travailleurs, journaux abondants, société civile, littérature abondante, et pas de prisonniers politiques. De l'autre côté, on avait la caricature des bonzes du Kremlin, du parti unique, des syndicats uniques, du journal unique, et l'image des chars soviétiques écrasant dans le sang les révoltes populaires, dans les pays où le communisme avait été imposé par la force.

Certes, l'Occident était capable de coups de force, voire de coups d'Etat, voire de guerres sanglantes, au nom de la lutte contre le communisme. Mais personne, en France, pas même la majorité des communistes, n'avait envie de voir les chars russes arriver à Paris, ni de bénéficier du bilan « globalement positif » cher au camarade Marchais. Autre preuve de l'attrait des populations communistes pour le monde libre, aucun Allemand ne voulait franchir le mur pour aller vivre à l'Est, alors que nombre d'entre eux ont été tués par les vopos pour avoir voulu quitter le paradis communiste que nous décrivait L'Humanité tous les jours.

Pourtant, trente ans après la chute du Mur, l'Occident paraît gangrené par l'idéologie communiste, rongé de l'intérieur par l'idéologie appelée « woke », qui se donne pour mission de changer la société, au bénéfice des minorités, et cela par tous les moyens, surtout ceux puisés dans l'idéologie communiste et ses petits komsomols.

Ce qui se passe aux Etats-Unis est révélateur de la détermination des mondialistes à s'affranchir des règles démocratiques dont ils se réclament, et, tels les staliniens des grandes années, de reprendre à leur compte l'affreux mot d'ordre « la fin justifie les moyens ».

Pour abattre Donald Trump, quatre années durant, tous les moyens ont été utilisés. Propagande d'Etat de l'ensemble de la presse, matin, midi et soir, censure par les réseaux sociaux des amis du président, de ses idées, puis de ses tweets, compte Instagram et pages Facebook. Utilisation des milices

antifas et des racistes Black Lives Matter pour semer le trouble, la désolation et la vandalisation, faisant passer Donald Trump pour un raciste. Tentatives de le faire destituer, par des campagnes de presse mensongères le faisant passer pour un agent de Moscou. Et enfin, instrumentalisation de la crise sanitaire pour, avec la complicité des gouverneurs démocrates, multiplier le nombre de morts, détruire son exceptionnel bilan économique, et lui faire porter la responsabilité des conséquences de la crise.

Malgré tout cela, Donald Trump, qui s'est toujours positionné contre le système, n'a jamais reculé, ni fait de concession à l'ennemi, a respecté son programme, n'a mené, contrairement aux démocrates, aucune guerre dans le monde, cessant d'être le gendarme du monde, demeurait très populaire parmi l'électorat américain. Ses meetings faisaient le plein, et l'Amérique profonde était à ses côtés. En face, Biden peinait à remplir les salles, et ses seuls soutiens étaient les minorités, féministes, homosexuels, noires, musulmanes, gauchistes, et la jeunesse privilégiée de ce pays, gangrenée par l'idéologie marxiste dans les universités.

Incapables d'anticiper l'ampleur de la victoire de Donald Trump en 2016 (rappelons que, convaincue que la fraude serait suffisante, Hillary Clinton buvait le champagne quelques heures avant l'annonce des résultats définitifs), les démocrates se sont promis que cela ne se produirait pas une deuxième fois. Pour cela, ils ont organisé, avec la complicité de nombre de républicains véreux, une fraude massive, permise par la crise sanitaire et les votes par procuration. Maxime Lépante a raconté tout cela mieux que quiconque.

Si les choses restent en l'état jusqu'au 20 janvier (avec un homme de la trempe de Donald Trump, tout demeure possible), la constitution de la première puissance au monde, qui met en avant la défense des libertés individuelles, aura donc été impuissante à conjurer un véritable coup d'Etat électoral, organisé contre la souveraineté du peuple américain.

C'est naturellement un coup de masse terrible pour les patriotes qui avaient encore confiance, pour certains, en la démocratie américaine (qui a su, par ailleurs, jouer les gendarmes du monde et multiplier nombre de guerres, pour les intérêts de son lobby politico-industriel et géopolitiques). Chacun espérait que l'élection du président sortant américain serait un rempart contre les mondialistes, et les empêcheraient de disposer de toutes les manettes.

L'expérience américaine (quelle qu'en soit l'issue) doit nous confirmer que les urnes ne peuvent constituer, à elles seules, la solution pour les patriotes. Les appareils d'Etat, le « Deep State », le chantage économique, sont parfaitement mis en place pour torpiller, de l'intérieur, toutes les velléités de la part d'un nouvel élu, de changements qui ne conviendraient pas aux tenants du Nouvel Ordre Mondial.

L'exemple de l'Italie est parlant. Matteo Salvini a été un ministre de l'Intérieur apprécié, qui a limité les dégâts, concernant l'invasion migratoire que subissait son pays, depuis la chute de Khadafi (encore bravo Sarkozy et BHL). Malgré sa détermination et sa volonté, il s'est heurté, tout au long de son mandat, à la dictature des juges, et à certaines trahisons de Conte ou Di Maio, qui l'ont souvent empêché d'aller au bout de la politique qu'il souhaitait mettre en place, et lui ont imposé d'accueillir des clandestins dont il ne voulait pas. Le procès qu'il subit, aujourd'hui, suite à son refus d'accueillir des prétendus naufragés, par un juge de gauche politisé, confirme l'ampleur du scandale démocratique de l'Occident, et de la dictature des lois imposées aux peuples au nom des Droits de l'Homme. C'est un ministre, élu démocratiquement, qui se voit traîné au tribunal, alors qu'il a respecté le programme pour lequel il a été élu, par un juge partial qui n'a, lui, aucune légitimité démocratique. Dans un autre registre, ce sont les duettistes Zuckerberg et Dorsey qui se permettent de dire qui a le droit de s'exprimer sur les réseaux sociaux, et de bannir Donald

Trump, Sydney Powell, le général Flynn, Rudolf Giuliani et Steve Bannon, rien de moins, quand les islamistes (très présents dans le capital de Twitter) peuvent dire ce qu'ils veulent.

Imaginons, dans ce contexte, les prochaines élections de 2022, en France. D'abord, comme à chaque élection, nous serons confrontés à un bourrage d'urnes massif, mais légal : celui des millions de « Français de papier », naturalisés par les différents gouvernements, pour respecter le droit du sol, et avoir, pour la gauche, davantage d'électeurs. Ensuite, la campagne haineuse qui se développe, depuis trois générations à présent, contre les idées patriotes, assimilées à du nazisme, ont forcément laissé des traces. Enfin, on peut faire confiance, dans les Territoires perdus de la France, aux autorités locales pour tricher honteusement, comme cela se fait dans les pays du Tiers-monde... et aux Etat-Unis.

La démocratie, les urnes, ne peuvent suffire à imposer la volonté du peuple. Nombre de peuples ne voulaient pas de l'Union Européenne et de ses règles, on les a fait revoter jusqu'à ce qu'ils disent oui. Ou bien, comme en 2005, on a contourné leur vote, et on fait adopter le contraire trois années plus tard par des élus qui ont trahi leurs électeurs. Et, même aux Etats-Unis, ils ont réussi à tricher et à voler au peuple l'éclatante victoire du président sortant.

Supposons, malgré tout cela, qu'une Marine, qui multiplie par ailleurs sur la crise sanitaire ou sur Donald Trump les actes de soumission au système se retrouve élue, bien qu'elle dénonce l'invasion migratoire et le déplacement de clandestins dans les campagnes. Ou bien un autre candidat, qui afficherait clairement sa volonté de sortir de l'UE, d'interdire l'islam, et de procéder à la remigration massive des envahisseurs. Par exemple quelqu'un comme le formidable Geert Wilders...

[Législatives aux Pays-Bas : le PVV veut établir un ministère de «l'immigration, de la remigration et de la](#)

désislamisation»

Que se passerait-il en France ? Nous aurions, dès le dimanche soir de sa victoire, des hordes gauchistes et de racailles de banlieues qui vandaliseraient nombre de quartiers, aux cris de « Le fascisme ne passera pas, le racisme ne passera pas ». Les collabos de l'invasion migratoire et de l'islamisation de notre pays nous feraient le coup de la Résistance. Les écoles et les universités seraient en grève, et les syndicats de la fonction publique menaceraient de bloquer la France.

Naturellement, les dirigeants mondialistes de nombre d'Etats, et toutes les structures supra-nationales feraient preuve de leur « préoccupation ».

Dans de telles conditions, le président nouvellement élu ne pourrait qu'appliquer l'article 16 de la Constitution, et d'organiser immédiatement un référendum demandant les pleins pouvoirs, pour avoir les moyens d'appliquer son programme. Outre la gendarmerie, l'armée et la police, ce nouveau pouvoir devrait s'appuyer sur une garde nationale, dans l'esprit des réservistes américains ou israéliens, constituée de personnes ayant les qualités nécessaires, pour épauler la nécessaire mise en place de la politique pour laquelle il aurait été élu.

Et cela ne pourrait passer que pas des mesures d'exception, pour répondre à une situation exceptionnelle. Mais cette fois, elles seraient au service, non pas de la dictature sanitaire, mais de la reconquête de notre pays.

Sinon, quiconque applique les règles définies par l'ennemi ne pourra jamais vaincre. Ce que notre ami Martin Moisan (dont on peut ne pas partager la vision sur l'impasse électorale) avait remarquablement exprimé.

[Fin de l'Amérique des pères fondateurs, fin de l'illusion électoraliste](#)